

Journée du droit des femmes : cette menace communautariste que les débats sur l'inégalité salariales ne doivent pas masquer



Le 8 mars est la journée internationale de la Femme. A cette occasion, il est temps de mettre en perspective les combats à mener : égalité salariale, représentation... mais aussi défense contre les extrémismes.

Avec Lydia
Guirous

Atlantico : Le 8 mars se tient la journée internationale des droits des femmes. Si l'actualité illustre que dans le monde ce combat est utile, qu'en est-il des Françaises ? Quels sont les combats qu'elles doivent mener selon vous ?

Lydia Guirous : Aujourd'hui quand on est féministe en France, le seul combat qui mérite un engagement ferme et déterminé est le combat contre l'islamisme dont le premier symbole est le voile qui opprime les femmes. La journée du 8 mars caricature le rôle et la place des femmes dans la société en les mettant au rang de minorités (ou de maladie ?) qu'il convient de célébrer une fois par an, afin d'être politiquement correct... On constate lors de cette journée que la plupart des associations féministes restent prudemment sur des sujets tels que les inégalités salariales (sur lesquelles il est difficile d'avoir des chiffres et encore plus de mener des actions coercitives), la conciliation vie professionnelle - vie privée (qui dépend essentiellement de la bonne volonté des collectivités territoriales dans la mise en place d'une réelle politique de la petite enfance), ou bien encore les femmes et l'intégrisme religieux dans les pays arabes (il est toujours plus simple de s'investir sur des causes géographiquement lointaines, oubliant d'évoquer que l'intégrisme touche aussi la France)

À l'exception d'Elisabeth Badinter, les féministes de ma génération aiment se mobiliser sur des sujets qui n'engagent pas de révolution et ne demandent aucun courage... Le déni de réalité et la politique de l'autruche sont typiques de ce féminisme qui préfère oublier certaines femmes, ici, en France. Elles méprisent les femmes "de la France d'en bas" dont les conditions de vie se dégradent au fur et à mesure que le repli identitaire et l'islamisme progressent. Elles préfèrent Assia Bibi, Malala ou les jeunes filles de Boko Haram... c'est plus exotique, plus chic, et surtout ça se passe loin, très loin. Ça n'engage pas trop mais ça donne une posture de "femme engagée pour les femmes". Un buzz, de jolis clichés, quelques déclarations indignées devant les caméras... Voilà elles ont leur frisson annuel. En refusant de traiter du péril qu'est l'islam politique pour les droits des femmes, elles piétinent le féminisme et la laïcité. La lutte contre l'islamisme est aujourd'hui le combat fondamental pour la liberté des femmes, il exige une mobilisation sans faille et un courage hors du commun dans la lignée des grandes féministes. C'est un combat que nous devons mener pour préserver les droits de nos filles.

En 2012, François Hollande constituait justement un ministère du droit des femmes. Quel bilan de son efficacité peut-on faire, à quelques semaines de l'élection présidentielle ?

Un fiasco comme tout le quinquennat de François Hollande... Nous avons découvert Najat Vallaud-Belkacem qui a usé de tous les moyens de communication de son Ministère pour s'ériger en grande prêtresse de l'égalité homme-femme et nous faire la leçon lorsque nous nous offusquions des femmes en burqa sur les plages ou des mères accompagnatrices voilées lors des sorties scolaires... Le relativisme culturel, le "politiquement correct" teinté de culpabilité post-coloniale, la peur des procès en "islamophobie", permettraient donc de remettre en question toute action ou comportement qui porterait atteinte à l'égalité, à la liberté, à la dignité de la personne.

Sous Hollande, le Ministère des Droits Femmes est devenu un Ministère qui exclut les femmes musulmanes qui souffrent, réduites au silence, contraintes à porter le voile, le hijab, le niqab ou la burqa... Un Ministre qui ferme les yeux face à l'islam politique. Bref les socialistes ont réussi à créer des citoyennes de seconde zone, des femmes de seconde zone abandonnées sur l'autel du clientélisme électoral! Ils avanceront sûrement pour se défendre la liberté de conscience qui est garantie par la Constitution et le fait que ces femmes respectent la loi, car leurs visages sont découverts et qu'elles se trouvent dans un lieu public... Toutefois, face à la liberté de conscience, c'est la liberté des femmes, l'égalité entre les hommes et les femmes, et le respect des valeurs de la France qui sont en jeu.

La laïcité et l'attachement viscéral de la République pour l'égalité hommes-femmes ne font-ils plus le poids face à cette nouvelle forme de liberté de conscience nourrie au sein du relativisme culturel ? À cette allure pourquoi lutter contre les mariages forcés ou l'excision, puisque ces pratiques peuvent aussi trouver des justifications dans le relativisme culturel et dans le respect de la culture de l'autre ? ... Tout cela est aussi consternant que grave pour les femmes et plus généralement pour notre pays et la civilisation de liberté et de Progrès dont il est l'un des moteurs depuis toujours.

Et qui parmi les candidats vous paraît le plus armé pour défendre les femmes françaises ?

Aujourd'hui face à l'islamo-gauchisme de Hamon et le multi-culturalisme lâche et destructeur de Macron, seul François Fillon peut encore défendre notre modèle de société et la place des femmes. François Fillon est déterminé à lutter contre l'islamisme qui nie la liberté des femmes et fait reculer notre modèle culturel basé sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Rappelons que les mesures sur les quotas dans la haute fonction publique et les conseils d'administration des entreprises qui permettent aux femmes de casser le plafond de verre dont elles sont parfois victimes, ont été mises en place par François Fillon et Nicolas Sarkozy, tout comme la loi qui interdit le port de la burqa que certaines "féministes" de gauche n'avaient pas soutenue...

Du côté de la société civile, les femmes sont-elles correctement défendues par ceux qui déclarent vouloir le faire ?

Je pense que beaucoup de pseudo féministes ont intégré les nouveaux codes du puritanisme. Leur combat est hors sol et guidé par une volonté de moraliser, à pas feutrés, notre société: obligation de nier les différences de "genre" (parler de "sexe" ce n'est pas moral...), contrôle du contenu des programmes scolaires, contrôle de l'humour, contrôle des pratiques sexuelles (campagne "Osez le clito !"...), contrôle de la répartition des tâches domestiques au sein du couple, contrôle et sanction des écarts de langage relatifs à la féminisation des fonctions à l'Assemblée... Attention dite Madame "la sous-préfète" et non Madame Le Sous-Préfet ! Ecrivez militant "-e-s", ne dites plus "parents" mais "responsables" de l'enfant... Que de beaux combats !

Le féminisme, c'est l'égalité pas l'égalitarisme, c'est la justice, l'équité. Les différences entre les hommes et les femmes sont une richesse, qui ne doit pas engendrer de différences de traitement. Elles ne doivent pas être lissées, gommées surtout lorsqu'il s'agit de différence sexuelle. Je nais femme, je deviens femme. Mon sexe n'est pas sociologique, il est naturel et physique.

Les féministes se fourvoient dans des combats d'arrière-garde, ridicules, inaudibles. Parmi ceux-là il y a cette obsession de la règle grammaticale. Dans une France du texto et du twitter, où peu d'élèves maîtrisent parfaitement l'écrit même dans l'enseignement supérieur, elles veulent changer les règles de grammaire... Un groupe de femmes parlementaires de gauche souhaitaient renommer la déclaration des droits de l'Homme (tout le monde comprend que le H majuscule désigne l'ensemble de l'humanité) en Déclaration des Droits Humains... Extraordinaire avancée !

Voilà le féminisme qui se contente des symboles mais ne met pas les mains dans le cambouis de la réalité. En mal de courage, elles préfèrent "prendre de la hauteur" sur le sujet, se laisser "le temps de la réflexion" avec des "experts", car ce sont des questions "si subtiles". Le temps passe, la situation s'aggrave, mais rassurons-nous elles, elles réfléchissent... pendant ce temps l'islamisme avance et écrase les droits des femmes, en France.

Encore une fois, le véritable péril pour les droits des femmes en France aujourd'hui est la montée en puissance de l'islam politique et du communautarisme. C'est cette gangrène qu'il va falloir traiter dans le prochain quinquennat pour que les femmes, toutes les femmes de France, vivent dans l'égalité et les droits.

□